



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**EDITION SPECIALE DELEGATIONS DE SIGNATURE**

**n° 32 du 10 septembre 2008**

## **Le recueil peut être consulté :**

\* sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

**[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)**

\* aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 11 septembre 2008

## SOMMAIRE

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....</b>	<b>559</b>
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>559</b>
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES .....</b>	<b>559</b>
Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières .....	559
Arrêté N° 08.BMSSE.62 du 9 septembre 2008 accordant délégation de signature à Madame Catherine CROSET, directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine .....	559
Arrêté N° 08.BMSSE.63 du 9 septembre 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Joël HERMANT, directeur interrégional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de Lorraine.....	559
Arrêté de délégation de signature n° OSD/06/08 du 9 septembre 2008 de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Madame Catherine CROSET, directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine.....	559
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>560</b>
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....</b>	<b>560</b>
Arrêté de subdélégation de signature du 2 septembre 2008 de l'ordonnateur secondaire.....	560
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT .....</b>	<b>561</b>
Décision CFP2008-02 du 1 <sup>er</sup> août 2008 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés (C.I.F.P.) .....	561
Arrêté DDE2008-04 du 1 <sup>er</sup> septembre 2008 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés.....	561
Décision du 10 septembre 2008 portant délégation de signature concernant les taxes d'urbanisme.....	562
<b>AUTRES SERVICES .....</b>	<b>562</b>
<b>CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT .....</b>	<b>562</b>
Décision n° DIR/15/2008 du 1 <sup>er</sup> septembre 2008 portant délégation de signature à Monsieur Bruno BLAISON, directeur adjoint.....	562
Décision n° DIR/16/2008 du 1 <sup>er</sup> septembre 2008 portant délégation de signature à Madame Yvette DELICOURT, attachée d'administration hospitalière.....	563
Décision n° DIR/17/2008 du 1 <sup>er</sup> septembre 2008 portant délégation de signature à Madame Nelly JACQUOT, attachée d'administration hospitalière .....	563
Décision n° DIR/18/2008 du 1 <sup>er</sup> septembre 2008 portant délégation de signature à Madame Antoinette KOCHER, adjoint des cadres hospitaliers.....	563
Décision n° DIR/19/2008 du 1 <sup>er</sup> septembre 2008 portant délégation de signature à Madame Julie KOCHER, adjoint des cadres hospitaliers .....	563
Décision n° DIR/20/2008 du 1 <sup>er</sup> septembre 2008 portant délégation de signature à Monsieur Madgide BENBACHIR, cadre supérieur de santé .....	563
Décision n° DIR/21/2008 du 1 <sup>er</sup> septembre 2008 portant délégation de signature à Monsieur Pierre WOURMS, pharmacien praticien hospitalier.....	564
Décision n° DIR/22/2008 du 1 <sup>er</sup> septembre 2008 portant délégation de signature à Mademoiselle Valérie DIDIER, adjoint des cadres hospitaliers.....	564
Décision n° DIR/23/2008 du 1 <sup>er</sup> septembre 2008 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas XEUXET, ingénieur hospitalier .....	564

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Direction du développement durable et des politiques interministérielles****Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières****Arrêté N° 08.BMSSE.62 du 9 septembre 2008 accordant délégation de signature à Madame Catherine CROISET, directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
 Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
 Vu le décret N° 94-169 du 25 février 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés et des établissements publics relevant du ministre de la jeunesse et des sports ;  
 Vu le décret N° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;  
 Vu le décret N° 2002-892 du 16 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche ;  
 Vu le décret N° 2002-951 du 16 mai 2002 relatif aux attributions du ministre des sports ;  
 Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
 Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant M. Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
 Vu le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;  
 Vu l'arrêté ministériel en date du 2 mai 1997 pris pour l'application de l'article 4 du décret N° 94-169 du 25 février 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés et des établissements publics relevant du ministre de la jeunesse et des sports ;  
 Vu l'arrêté ministériel du 20 août 2008 portant nomination de Mme Catherine CROISET, inspectrice de la jeunesse et des sports, dans l'emploi de directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2008 ;  
 Vu la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;  
 Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** Délégation de signature est donnée à Mme Catherine CROISET, directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine, exerçant les fonctions de directrice départementale de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, les décisions suivantes :

- décisions d'agrément des associations sportives, de jeunesse et d'éducation populaire ;
- décisions de non ouverture ou de fermeture d'un établissement d'activité physique ou sportive en application de l'article 48 de la loi N°84-610 du 16 juillet 1984 ;
- délivrance du récépissé de déclaration aux personnes désirant exercer l'une des fonctions énoncées au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 43 de la loi du 16 juillet 1984 précitée, et délivrance de la carte professionnelle correspondante ;
- décisions de non opposition à la déclaration d'ouverture des séjours en centres de vacances ;
- décisions d'habilitation des séjours en centre de loisirs sans hébergement ;
- décisions de première ouverture des établissements de vacances ;
- décisions concernant les dérogations relatives aux conditions de qualification du personnel d'encadrement des séjours en centres de vacances et en centres de loisirs sans hébergement ;
- décisions autorisant du personnel titulaire du Brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, à surveiller un établissement de baignade d'accès payant, lorsque l'exploitant de l'établissement concerné a préalablement démontré qu'il n'a pu recruter du personnel portant le titre de M.N.S. (maître nageur sauveteur) ;
- ordres de mission concernant les agents placés sous son autorité, ainsi que ceux relevant du Centre d'éducation populaire et de sports (C.R.E.P.S.) lorsqu'ils sont amenés à se déplacer hors du département de Meurthe-et-Moselle mais dans la limite de la métropole, que ce soit ou non à l'initiative de l'administration centrale ;
- mesures de suspension d'urgence prises à l'encontre des personnels d'encadrement des centres de vacances et de loisirs ;
- ampliations des arrêtés relevant de ses services.

**Art. 2 :** Mme Catherine CROISET, directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine, définit, par arrêté pris au nom du préfet de Meurthe-et-Moselle, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

**Art. 3 :** Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la Présidence de la République et au Premier Ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**Art. 4 :** L'arrêté préfectoral n°08.BMSSE.47 du 18 juin 2008 accordant délégation de signature à M. FUSS est abrogé à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2008.

**Art. 5 :** Le secrétaire général de la préfecture, directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine et le Trésorier-Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2008. Il sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 9 septembre 2008

Le préfet,  
Hugues PARANT

**Arrêté N° 08.BMSSE.63 du 9 septembre 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Joël HERMANT, directeur interrégional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de Lorraine**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU le code de commerce,  
 VU le code de la consommation,  
 VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration,  
 VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 34,  
 VU le décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration,  
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie,  
 VU le décret n° 2006-81 du 21 janvier 2006 modifiant le décret n°2001-1179 du 12 décembre 2001 relatifs aux services déconcentrés de la Direction générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes,  
 VU le décret 2007-120 du 30 janvier 2007 relatif aux emplois de directeur interrégional, régional et fonctionnel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes,  
 VU le décret du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT, préfet de Meurthe-et-Moselle,  
 VU le décret n°2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie,  
 VU l'arrêté ministériel du 22 mai 2008 nommant M. Joël HERMANT, directeur interrégional de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes à METZ (directeur régional de Lorraine) à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2008,  
 VU la circulaire n°00159 du ministère de l'Intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets,  
 SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2008, délégation est donnée à M. Joël HERMANT, directeur interrégional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, à l'effet de signer l'ensemble des actes d'administration relevant des attributions et compétences de son service, dans la limite du ressort territorial de Meurthe-et-Moselle.

**Art. 2 :** M. Joël HERMANT, directeur interrégional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de Lorraine définit, par arrêté pris au nom du préfet de Meurthe-et-Moselle, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétence respectifs.

**Art. 3 :** Demeurent réservées à la signature de Monsieur le Préfet les correspondances adressées :

- A la Présidence de la République et au Premier Ministre
- Aux ministres (cabinet)
- Aux parlementaires

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle

- Au préfet de Région et au Président du Conseil Régional
- Au Président du Conseil Général
- Au Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy

**Art. 4 :** L'arrêté préfectoral n°08.BMSSE.23 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Michel SINGER est abrogé.

**Art. 5 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Joël HERMANT, directeur interrégional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de Lorraine, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-Payeur Général de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 9 septembre 2008

Le préfet,  
Hugues PARANT

**Arrêté de délégation de signature n° OSD/06/08 du 9 septembre 2008 de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Madame Catherine CROISET, directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2, 7, 21, 27 et 28 ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu les arrêtés interministériels du 23 mars 1994 et du 7 janvier 2003 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire et le budget de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 août 2008 portant nomination de Mme Catherine CROISSET, directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2008 ;

Vu le règlement départemental du 24 septembre 2007 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 août 2008 portant nomination de Mme Catherine CROISSET dans l'emploi de directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2008 ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

##### DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Délégation de signature est accordée à Mme Catherine CROISSET, directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine, à l'effet de procéder à la liquidation, à l'engagement et au mandatement des dépenses imputées sur le budget de la jeunesse et des sports (code 35) au titre des programmes suivants au niveau des activités de la direction départementale de la jeunesse et des sports de Meurthe-et-Moselle :

- Programme 163 (Chapitre 0163) Jeunesse et vie associative
  - Programme 210 (Chapitre 0210) Conduite et pilotage des politiques du sport, de la jeunesse et de la vie associative
  - Programme 219 (Chapitre 0219) Sport
- ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part.

**Art. 2 :** Délégation de signature est également donnée à Madame la directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale.

**Art. 3 :** La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier-payeur général, qui restent soumis à ma signature.

**Art. 4 :** La directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels susvisés portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

**Art. 5 :** La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier-payeur général.

##### DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE REPRESENTANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR

**Art. 6 :** Délégation de signature est accordée à Mme Catherine CROISSET, directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les chapitres budgétaires visés à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 150 000 € pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au-delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à Mme la directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

**Art. 7 :** Cette délégation ne concerne pas les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres qui restent soumis à ma signature.

**Art. 8 :** Délégation de signature est également accordée à Mme la directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

**Art. 9 :** Mme la directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € en matière de fournitures et services et à 206 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

**Art. 10 :** En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur en application de l'article 2 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, Mme la directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, Mme la directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

**Art. 11 :** Le présent arrêté ne s'applique pas aux marchés mutualisés qui relèvent de ma compétence en ce qui concerne les besoins en matière de fournitures de bureau, de fourniture de papiers courants, de fourniture de papiers spéciaux, de fourniture de consommables informatiques, de matériel de reprographie et de nettoyage des locaux.

**Art. 12 :** L'arrêté du 18 juin 2008 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne représentant le pouvoir adjudicateur à M. Bernard FUSS, directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine par intérim, est abrogé à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2008.

**Art. 13 :** Le secrétaire général de la préfecture, la directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 9 septembre 2008

Le préfet,  
Hugues PARANT

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

### Direction départementale des affaires sanitaires et sociales

#### Arrêté de subdélégation de signature du 2 septembre 2008 de l'ordonnateur secondaire

Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances de l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret du 18 juillet 2007 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Hugues PARANT, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère des affaires sanitaires et sociales ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 août 2008 nommant Monsieur Daniel BOUFFIER en qualité de directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2008.

Vu l'arrêté préfectoral OSD/05/08 du 27 août 2008 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés publics à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, et notamment son article 4 ;

#### ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup> :** Délégation est donnée à :

- M. LHUILLIER Jean-François, Directeur Adjoint,
  - M. MARTINEZ José-Luis, Inspecteur,
  - Mme DEMPT Brigitte, Inspectrice Hors classe,
  - Mme GABRION Françoise ; Inspectrice Principale
- à l'effet de signer tous documents relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de l'Etat, et d'autre part, à la liquidation et à l'émission des recettes de l'Etat imputées
- Sur le budget Santé et Solidarités (code 35) au titre des programmes suivants :
    - \* Programme 106 (Chapitre 0106) - Actions en faveur des familles vulnérables
    - \* Programme 157 (Chapitre 0157) - Handicap et dépendance
    - \* Programme 124 (Chapitre 0124) - Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales

\* Programme 228 (Chapitre 0228) - Veille et sécurité sanitaires  
- Sur le budget Emploi, cohésion sociale et logement (Code 36) au titre des programmes suivants :

\* Programme 104 (Chapitre 0104) - Accueil des étrangers et intégration  
\* Programme 177 (Chapitre 0177) - Politiques en faveur de l'inclusion sociale

**Art. 2 :** La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier payeur général, qui restent soumis à la signature de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle.

**Art. 3 :** La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle et M. le Trésorier Payeur Général de Moselle, qui en recevront un exemplaire comportant les spécimens de signature.

**Art. 4 :** M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. L'HUILLIER Jean-François, M. MARTINEZ José-Luis, Mme DEMPT Brigitte, Mme GABRION Françoise, M. le Trésorier Payeur Général de Moselle, M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des Actes Administratifs.

Nancy, le 2 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental  
des affaires sanitaires et sociales,  
Daniel BOUFFIER

### **Direction départementale de l'équipement**

#### **Décision CIPF2008-02 du 1<sup>er</sup> août 2008 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés (C.I.F.P.)**

Le directeur départemental de l'équipement, ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001, relative aux lois de finances, modifiée par la loi n° 2005-779 du 12 juillet 2005,

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifiée par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992, VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret n°2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics, VU l'arrêté SGAR n° 2007-205 du 9 juillet 2007 de Monsieur le Préfet de la région Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle relative à la gestion des Unités Opérationnelles du Centre Interrégional de Formation Professionnelle ( C.I.F.P.) de Pont-à-Mousson et pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses s'y rattachant, sous réserve de la limitation figurant à l'article 4 du même arrêté,

VU l'arrêté SGAR n° 2007-231 du 9 juillet 2007 de Monsieur le Préfet de la région Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle, pour l'exercice des attributions de la personne chargée de la mise en oeuvre des procédures de marchés, sous réserve de la limitation figurant à l'article 2 du même arrêté,

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2003 nommant Monsieur Marcel KONIECZNY, Directeur du CIPF de Nancy - Pont-à-Mousson  
VU l'organigramme du service,

### **DECIDE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** La définition de marchés passés selon une procédure adaptée est réalisée sur la base de la programmation de la commande publique définie par mes soins.

Les fonctions de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés ne sont pas déléguées sauf :

- Pour les procédures formalisées au sens de l'article 26 du Code des Marchés Publics :

\* l'ouverture des enveloppes de candidatures et la demande éventuelle des pièces de candidature manquantes, dans le respect des dispositions du code des marchés publics, qui sont déléguées au chef de service en charge de l'opération concernée par le marché ;

\* l'élimination des candidatures ne pouvant être admises, après avis de la commission d'appel d'offre, qui est déléguée à Monsieur Daniel MORLON, Directeur Départemental adjoint;

\* la signature des bons de commandes dans le cadre de marchés à bons de commande au sens de l'article 77 du Code des Marchés Publics, qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 1 à 4 du présent arrêté

- Pour les marchés à procédure adaptée au sens de l'article 28 du Code des Marchés Publics :

\* la signature des bons de commandes, qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 1 à 4 du présent arrêté.

\* la procédure de consultation et de choix du titulaire qui sont délégués au chef de service en charge de l'opération concernée.

**Art. 2 :** Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Marcel KONIECZNY, Directeur du Centre Interrégional de Formation Professionnelle (CIPF) de NANCY et à Madame Bernadette CLAVEL, Secrétaire Générale de la DDE de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire selon l'ensemble des dispositions prévues dans l'arrêté susvisé du Préfet ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié).

**Art. 3 :** Subdélégation de signature est donnée à Madame Karine DAL CANTON, Directrice adjointe du Centre Interrégional de Formation

Professionnelle (CIPF) de NANCY, à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les demandes d'engagement transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent  
- les engagements juridiques relatifs aux marchés « passés selon la procédure adaptée » prévue à l'article 28 du Code des Marchés Publics.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes désignées ci-dessus, la délégation de signature qui leur est confiée sera exercée par la personne chargée, par décision, de leur intérim.

**Art. 4 :** Subdélégation de signature est donnée à :

- Madame Anne LEFRANC, responsable du pôle Qualité Modernisation exerçant les fonctions de Secrétaire Générale du CIPF de Nancy

- Madame Monique LORENZETTO, responsable du pôle Management Vie des services

- Madame Danièle ROBERT, responsable du pôle Territoires

- Monsieur Claude THIEBAUT, responsable du pôle Techniques

à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences les engagements juridiques relatifs aux marchés « passés selon la procédure adaptée » prévue à l'article 28 du Code des Marchés Publics dans la limite de 10 000 € HT par commande.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes désignées ci-dessus, la délégation de signature qui leur est confiée sera exercée par les délégataires mentionnés à l'article 3 de la présente décision.

**Art. 5 :** Sur proposition des subdélégataires désignés aux articles 2 et 3, subdélégation de signature est donnée aux agents désignés à l'annexe 2, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les engagements juridiques dans la limite des montants indiqués.

**Art. 6 :** Subdélégation de signature est donnée à Madame Anne LEFRANC, chef d'unité comptable à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les pièces de liquidation des dépenses et des recettes de toute nature, proposées au mandatement

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne LEFRANC, la délégation de signature qui lui est confiée sera exercée par Madame Karine DAL CANTON, directrice adjointe du CIPF.

**Art. 7 :** La signature des agents habilités par la présente décision est accréditée auprès de Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle.

**Art. 8 :** La présente décision abroge et remplace la décision CIPF2008.01 du 2 janvier 2008 et prend effet à compter de sa signature.

Nancy, le 1<sup>er</sup> août 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'équipement,  
Michel MARTY

#### **Arrêté DDE2008-04 du 1<sup>er</sup> septembre 2008 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés**

Le directeur départemental de l'équipement, ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001, relative aux lois de finances, modifiée par la loi n° 2005-779 du 12 juillet 2005,

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifiée par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992, VU le décret n° 90-232 du 15 mars 1990 portant application de l'article 69 de la loi de finances pour 1990 et relatif à l'organisation administrative et financière

du compte de commerce n° 904-21 intitulé « opérations industrielles et commerciales des directions départementales de l'équipement », modifié par le décret 98-682 du 30 juillet 1998,

VU les décrets n° 2005-29 du 12 janvier 2005 et n° 2000-1143 du 21 novembre 2000, modifiant le décret du 17 octobre 1995 relatif au fonds de prévention des risques naturels,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements,

VU le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics, VU les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués :

- du 21 décembre 1982, modifié, pour le budget du ministère de l'urbanisme et du logement des transports,

- du 27 janvier 1992, modifié pour le budget du ministère de l'environnement,

- du 23 mars 1994 pour le budget du ministère de la jeunesse et des sports,

- du 4 janvier 1994 pour le budget du ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville, section budgétaire Ville,

- du 7 janvier 2003 pour le budget du ministère de l'éducation nationale, notamment leur article 2,

VU l'arrêté ministériel du 16 février 2007 portant nomination de Monsieur Michel MARTY en qualité de directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle à compter du 19 février 2007,

VU l'arrêté préfectoral du 20 août 2007 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à M. le directeur départemental de l'équipement,

VU l'organigramme du service,

### **ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup> :** La définition de marchés passés selon une procédure adaptée est réalisée sur la base de la programmation de la commande publique définie par mes soins.

Les fonctions de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés ne sont pas déléguées sauf :

- Pour les procédures formalisées au sens de l'article 26 du Code des Marchés Publics :

\* l'ouverture des enveloppes de candidatures et la demande éventuelle des pièces de candidature manquantes, dans le respect des dispositions du code des marchés publics, qui sont déléguées au chef de service en charge de l'opération concernée par le marché ;

\* l'élimination des candidatures ne pouvant être admises, après avis de la commission d'appel d'offre, qui est déléguée à Monsieur Daniel MORLON, Directeur Départemental Adjoint ;

\* la signature des bons de commandes dans le cadre de marchés à bons de commande au sens de l'article 77 du Code des Marchés Publics, qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 1 à 4 du présent arrêté

- Pour les marchés à procédure adaptée au sens de l'article 28 du Code des Marchés Publics :

\* la signature des bons de commandes, qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 1 à 4 du présent arrêté

\* la procédure de consultation et de choix du titulaire qui sont délégués au chef de service en charge de l'opération concernée.

**Art. 2 :** Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Daniel MORLON, Directeur Départemental Adjoint et à Madame Bernadette CLAVEL, Secrétaire Générale, à l'effet de signer toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire selon l'ensemble des dispositions prévues dans l'arrêté susvisé du Préfet ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié).

La présente subdélégation s'étend également au paiement ainsi qu'à toute opération relevant de la compétence de l'ordonnateur secondaire en matière de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs (compte 466-1686).

**Art. 3 :** Subdélégation de signature est donnée aux chefs de service, désignés ci-dessous :

- Madame Bénédicte HILT, chef du Service Transport et Sécurité et chef du Service Ingénierie d'Appui Territorial par intérim

- Madame Sophie-Charlotte VALENTIN, chef du Service Aménagement, Risques et Urbanisme

- Monsieur Pierre NIKOLIC, chef du Service Habitat par intérim

à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

\* les demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent,

\* les engagements juridiques relatifs aux marchés « passés selon la procédure adaptée » prévue à l'article 28 du Code des Marchés Publics.

En cas d'absence ou d'empêchement des chefs de service désignés ci-dessus, la délégation de signature qui leur est confiée sera exercée par le chef de service chargé, par décision, de leur intérim.

**Art. 4 :** Subdélégation de signature est donnée aux personnes, désignées ci-dessous :

- Madame Chantal SPYCHALA, responsable de l'unité Gestion de Proximité et GEPEEC, pour les dépenses de fonctionnement liées à la formation et aux concours;

- Monsieur Loïc VANNIER, responsable de l'unité CSM Gestion Financière, pour les dépenses de personnel

- Monsieur Patrick VIARD, responsable du Pôle Logistique, pour les dépenses de fonctionnement

à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

\* les demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent

\* les engagements juridiques relatifs aux marchés « passés selon la procédure adaptée » prévue à l'article 28 du Code des Marchés Publics.

**Art. 5 :** Subdélégation de signature est donnée aux chefs d'unités désignés ci-dessous, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les engagements juridiques relatifs aux marchés « passés selon la procédure adaptée » prévue à l'article 28 du Code des Marchés Publics dans la limite de : 50 000 euros HT par commande pour

- Monsieur Michel FRANCOIS, chef du Parc Départemental ou, en cas d'absence ou d'empêchement, Madame Véronique CARPENTIER, chef de l'unité Sécurité Routière ou Monsieur René LEHMANN, Directeur de Cabinet 10 000 euros HT par commande pour

- Monsieur Pascal CAMPANER, chef de l'unité Moyens Généraux;

- Madame Angélique MASSON, chef de l'unité Communication, Webmestre, Documentation;

- Monsieur Cédric BOUSSUGE, chef de l'unité Informatique

- Madame Martine COUDERT, chef du Bureau Administratif du Service d'Ingénierie d'Appui Territorial;

- Monsieur Christian SAUGET, Chef de l'unité Constructions Publiques pour l'Etat;

- Monsieur Thierry GUYOT, Chef de l'unité Constructions Publiques pour Collectivités;

**Art. 6 :** Sur proposition des subdélégataires désignés aux articles 2 et 3, subdélégation de signature est donnée aux agents désignés à l'annexe 2, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les engagements juridiques dans la limite des montants indiqués.

**Art. 7 :** Subdélégation de signature est donnée à Monsieur René LEHMANN, chargé de l'inspection départementale des transports, à l'effet de signer les documents pour l'exécution des recettes du Ministère des Transports, en ce qui concerne les recouvrements des cotisations versées par certaines entreprises de transports rattachées au budget du Conseil Supérieur des Transports (C.S.T.) et des Comités Techniques Départementaux des Transports (C.T.D.T.).

**Art. 8 :** Subdélégation de signature est donnée aux chefs d'unités comptables, désignés ci-dessous à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences :

\* les demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent,

\* les pièces de liquidation des dépenses et des recettes de toute nature, proposées au mandatement,

- Monsieur Patrick VIARD, responsable du pôle logistique, ou Monsieur Pascal CAMPANER, responsable de l'unité Moyens Globalisés, ou Monsieur Cédric BOUSSUGE, responsable de l'unité Informatique ;

- Madame Martine COUDERT, responsable du bureau administratif du Service d'Ingénierie d'Appui Territorial ou, en cas d'absence ou d'empêchement, à Madame Isabelle THOMAS, responsable de l'unité Infrastructures Aéro-nautiques ou à Monsieur Patrick VIARD, responsable du pôle logistique ;

- Monsieur Michel FRANCOIS, chef du Parc Départemental ou, en son absence, à Madame Véronique CARPENTIER, responsable de l'unité Sécurité Routière ou à Monsieur René LEHMANN, Directeur de Cabinet

**Art. 9 :** La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle.

**Art. 10 :** Le présent arrêté abroge et remplace la délégation 2008-03 du 1er juillet 2008 et sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 1er septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'équipement,  
Michel MARTY

#### Décision du 10 septembre 2008 portant délégation de signature concernant les taxes d'urbanisme

Vu l'article L255-A du livre des procédures fiscales,

Vu l'article 50 de la loi de finances rectificative pour 1998,

Vu la circulaire n° 99-10/UHC/DU/2 du 11 février 1999,

Le directeur départemental de l'équipement donne délégation à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions, les titres de recettes individuels ou collectifs, pour les taxes d'urbanisme, en application de l'article L 255-A du livre des procédures fiscales à :

- Madame Sophie Charlotte VALENTIN, Chef du Service Aménagement, Risques et Urbanisme,

- Madame Christiane ALNOT, Chef de l'unité Application du Droit des Sols,

- Monsieur Patrice ARNAULT, Adjoint au Chef de l'Unité Territoriale Nord,

- Monsieur Michel FRANCOIS, Chef de l'Unité Territoriale de Lunéville,

- Monsieur Francis MALLET, Chef de l'Unité Territoriale de Nancy,

- Monsieur Sylvain XIE, Chef de l'Unité Territoriale de Toul,

- Madame Renée AUBIN, Chef du pôle Application du Droit des Sols de Toul,

- Monsieur Dominique MOUSSA, Chef du pôle Application du Droit des Sols de l'Unité Territoriale Nord,

- Monsieur Dominique SCHORB, Chef du pôle Application du Droit des Sols de l'Unité Territoriale de Lunéville,

- Madame Marie-Christine SIBILLE, Chef du pôle Application du Droit des Sols de Nancy.

Nancy, le 10 septembre 2008

Le directeur départemental de l'équipement,  
Michel MARTY

#### AUTRES SERVICES

##### Centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

#### Décision n° DIR/15/2008 du 1<sup>er</sup> septembre 2008 portant délégation de signature à Monsieur Bruno BLAISON, directeur adjoint

Le directeur par intérim du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 6143-7 et D 714-12-1 à D714-12-4,

Vu la délibération n° 2007/20 du Conseil d'Administration en sa séance du 20 décembre 2007 portant recrutement d'un Directeur Adjoint contractuel ;

Vu le contrat de travail à durée indéterminée de Monsieur Bruno BLAISON prenant effet au 1<sup>er</sup> février 2008 ;

Vu l'arrêté ARH n° 181/2008 du 25 août 2008 désignant Madame Isabelle CAILLIER en qualité de Directeur par intérim du Centre Hospitalier de St Nicolas de Port ;

#### DECIDE

**Art. 1<sup>er</sup> :** La décision n° DIR/03/2008 du 23 janvier 2008 est annulée.

**Art. 2 :** Délégation est donnée à Monsieur Bruno BLAISON, directeur adjoint, ayant une compétence générale sur l'ensemble des fonctions administratives et logistiques du Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port, à l'effet de signer tous les actes et décisions dans l'ensemble des champs, à l'exclusion des mesures disciplinaires.

**Art. 3 :** Délégation permanente est donnée à Monsieur Bruno BLAISON, Directeur Adjoint, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

**Art. 4 :** Délégation est également donnée à Monsieur Bruno BLAISON pour présider le C.H.S.C.T., le Comité Technique d'Etablissement et pour participer au C.L.I.N., en l'absence du Directeur par intérim.

**Art. 5 :** Délégation est donnée à Monsieur Bruno BLAISON pour présider la Commission d'Appel d'Offres à titre permanent.

**Art. 6 :** La signature doit être précédée de la mention « Pour le Directeur par intérim et par délégation » suivie du grade du signataire, de son prénom et de son nom. Elle est annexée à la présente décision.

**Art. 7 :** Cette décision prendra effet à compter du 1er septembre 2008.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

**Art. 8 :** Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Trésorier principal de St Nicolas de Port,

- Monsieur Bruno BLAISON

- Dossier individuel de l'intéressé,

- Classeur chronologique.

Saint-Nicolas-de-Port, le 1<sup>er</sup> septembre 2008

Le directeur par intérim,  
Isabelle CAILLIER

**Décision n° DIR/16/2008 du 1<sup>er</sup> septembre 2008 portant délégation de signature à Madame Yvette DELICOURT, attachée d'administration hospitalière**

Le directeur par intérim du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port  
Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 6143-7 et D 714-12-1 à D714-12-4,  
Vu l'arrêté ARH n° 181/2008 du 25 août 2008 désignant Madame Isabelle CAILLIER en qualité de Directeur par intérim du Centre Hospitalier de St Nicolas de Port ;

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : La décision n° 692/2007 du 5 novembre 2007 est annulée.  
Art. 2 : Délégation est donnée à Madame Yvette DELICOURT, Attachée d'administration hospitalière, responsable du service des relations avec les usagers, des Maisons de Retraite et du standard, à l'effet de signer les correspondances relatives à des actes de gestion courante relevant de sa sphère d'activité à l'exception de celles revêtant un caractère décisionnel ou destinées à des personnalités extérieures ainsi que de notes ayant un caractère de diffusion générale.  
Art. 3 : Délégation permanente est donnée à Madame Yvette DELICOURT, Attachée d'administration hospitalière, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.  
Art. 4 : La signature doit être précédée de la mention « Pour le Directeur par intérim et par délégation » suivie du grade du signataire, de son prénom et de son nom. Elle est annexée à la présente décision.  
Art. 5 : Cette décision prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2008. Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.  
Art. 6 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :  
- Monsieur le Trésorier principal de St Nicolas de Port,  
- Madame Yvette DELICOURT,  
- Dossier individuel de l'intéressée,  
- Classeur chronologique.  
Saint-Nicolas-de-Port, le 1<sup>er</sup> septembre 2008                      Le directeur par intérim,  
Isabelle CAILLIER

**Décision n° DIR/17/2008 du 1<sup>er</sup> septembre 2008 portant délégation de signature à Madame Nelly JACQUOT, attachée d'administration hospitalière**

Le directeur par intérim du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port  
Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 6143-7 et D 714-12-1 à D714-12-4,  
Vu l'arrêté ARH n° 181/2008 du 25 août 2008 désignant Madame Isabelle CAILLIER en qualité de Directeur par intérim du Centre Hospitalier de St Nicolas de Port ;

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : La décision n° 693/2007 du 5 novembre 2007 est annulée.  
Art. 2 : Délégation est donnée à Madame Nelly JACQUOT, Attachée d'administration hospitalière, responsable à la direction des ressources humaines, à l'effet d'engager les dépenses des comptes suivants :  
- comptes du Titre I.  
Art. 3 : Cette délégation s'exerce dans la limite des crédits régulièrement ouverts.  
Art. 4 : Délégation est donnée à Madame Nelly JACQUOT, Attachée d'administration hospitalière, à l'effet de signer les correspondances relatives à des actes de gestion courante relevant de sa sphère d'activité à l'exception de celles revêtant un caractère décisionnel ou destinées à des personnalités extérieures ainsi que de notes ayant un caractère de diffusion générale.  
Art. 5 : Délégation permanente est donnée à Madame Nelly JACQUOT, Attachée d'administration hospitalière, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.  
Art. 6 : La signature doit être précédée de la mention « Pour le Directeur par intérim et par délégation » suivie du grade du signataire, de son prénom et de son nom. Elle est annexée à la présente décision.  
Art. 7 : Cette décision prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2008. Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.  
Art. 8 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :  
- Monsieur le Trésorier principal de St Nicolas de Port,  
- Madame Nelly JACQUOT,  
- Dossier individuel de l'intéressée,  
- Classeur chronologique.  
Saint-Nicolas-de-Port, le 1<sup>er</sup> septembre 2008                      Le directeur par intérim,  
Isabelle CAILLIER

**Décision n° DIR/18/2008 du 1<sup>er</sup> septembre 2008 portant délégation de signature à Madame Antoinette KOCHER, adjoint des cadres hospitaliers**

Le directeur par intérim du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port  
Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 6143-7 et D 714-12-1 à D714-12-4,  
Vu l'arrêté ARH n° 181/2008 du 25 août 2008 désignant Madame Isabelle CAILLIER en qualité de Directeur par intérim du Centre Hospitalier de St Nicolas de Port ;

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : La décision n° DIR/06/2008 du 31 janvier 2008 est annulée.

Art. 2 : Délégation est donnée à Madame Antoinette KOCHER, Adjoint des Cadres Hospitaliers, chargée des services financiers et des affaires générales, et responsable du bureau des entrées, à l'effet de signer les correspondances relatives à des actes de gestion courante relevant de sa sphère d'activité à l'exception de celles revêtant un caractère décisionnel ou destinées à des personnalités extérieures ainsi que de notes ayant un caractère de diffusion générale.

Art. 3 : Délégation est donnée à Madame Antoinette KOCHER, Adjoint des Cadres Hospitaliers :

- à l'effet d'engager les dépenses des comptes suivants :
  - Pour la section d'exploitation :
    - \* Titre 2 : tous les comptes hormis le 602.1 ; 602.2 (sauf le 602.282)
    - \* Titre 3 : tous les comptes.
  - Pour le tableau de financement :
    - \* Comptes 20 et 21.
- à l'effet de signer :
  - d'une part, tous les documents relatifs à la liquidation et au mandatement des dépenses du Centre Hospitalier,
  - d'autre part, tous les documents relatifs à la liquidation et à l'émission des titres de recettes du Centre Hospitalier.

Art. 4 : Délégation permanente est donnée à Madame Antoinette KOCHER, Adjoint des Cadres Hospitaliers, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Art. 5 : La signature doit être précédée de la mention « Pour le Directeur par intérim et par délégation » suivie du grade du signataire, de son prénom et de son nom. Elle est annexée à la présente décision.

Art. 6 : Cette décision prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2008. Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Art. 7 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :  
- Monsieur le Trésorier principal de St Nicolas de Port,  
- Madame Antoinette KOCHER,  
- Dossier individuel de l'intéressée,  
- Classeur chronologique.  
Saint-Nicolas-de-Port, le 1<sup>er</sup> septembre 2008                      Le directeur par intérim,  
Isabelle CAILLIER

**Décision n° DIR/19/2008 du 1<sup>er</sup> septembre 2008 portant délégation de signature à Madame Julie KOCHER, adjoint des cadres hospitaliers**

Le directeur par intérim du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port  
Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 6143-7 et D 714-12-1 à D714-12-4,  
Vu l'arrêté ARH n° 181/2008 du 25 août 2008 désignant Madame Isabelle CAILLIER en qualité de Directeur par intérim du Centre Hospitalier de St Nicolas de Port ;

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : La décision n° 695/2007 du 5 novembre 2007 est annulée.  
Art. 2 : Délégation est donnée à Madame Julie KOCHER, Adjoint des Cadres Hospitaliers, chargée des services économiques, à l'effet d'engager les dépenses des comptes suivants :  
- Titre 2 : tous les comptes hormis le 602.1 ; 602.2 (sauf le 602.282)  
- Titre 3 : tous les comptes  
Art. 3 : Cette délégation s'exerce dans la limite des crédits régulièrement ouverts.  
Art. 4 : Délégation est donnée à Madame Julie KOCHER, Adjoint des Cadres Hospitaliers, à l'effet de signer les correspondances relatives à des actes de gestion courante relevant de sa sphère d'activité à l'exception de celles revêtant un caractère décisionnel ou destinées à des personnalités extérieures ainsi que de notes ayant un caractère de diffusion générale.  
Art. 5 : La signature doit être précédée de la mention « Pour le Directeur par intérim et par délégation » suivie du grade du signataire, de son prénom et de son nom. Elle est annexée à la présente décision.  
Art. 6 : Cette décision prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2008. Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.  
Art. 7 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :  
- Monsieur le Trésorier principal de St Nicolas de Port,  
- Madame Julie KOCHER,  
- Dossier individuel de l'intéressée,  
- Classeur chronologique.  
Saint-Nicolas-de-Port, le 1<sup>er</sup> septembre 2008                      Le directeur par intérim,  
Isabelle CAILLIER

**Décision n° DIR/20/2008 du 1<sup>er</sup> septembre 2008 portant délégation de signature à Monsieur Madgide BENBACHIR, cadre supérieur de santé**

Le directeur par intérim du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port  
Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 6143-7 et D 714-12-1 à D714-12-4,  
Vu l'arrêté ARH n° 181/2008 du 25 août 2008 désignant Madame Isabelle CAILLIER en qualité de Directeur par intérim du Centre Hospitalier de St Nicolas de Port ;

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : La décision n° 696/2007 du 5 novembre 2007 est annulée.  
Art. 2 : Délégation est donnée à Monsieur Madgide BENBACHIR, cadre supérieur de santé, responsable du service qualité et de la gestion des risques, à l'effet de signer les correspondances relatives à des actes de gestion courante relevant de sa sphère d'activité à l'exception de celles revêtant un caractère décisionnel ou destinées à des personnalités extérieures ainsi que de notes ayant un caractère de diffusion générale.

Art. 3 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Madgide BENBACHIR, cadre supérieur de santé, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Art. 4 : La signature doit être précédée de la mention « Pour le Directeur par intérim et par délégation » suivie du grade du signataire, de son prénom et de son nom. Elle est annexée à la présente décision.

Art. 5 : Cette décision prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2008.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Art. 6 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Trésorier principal de St Nicolas de Port,
- Monsieur Madgide BENBACHIR,
- Dossier individuel de l'intéressé,
- Classeur chronologique.

Saint-Nicolas-de-Port, le 1<sup>er</sup> septembre 2008

Le directeur par intérim,  
Isabelle CAILLIER

**Décision n° DIR/21/2008 du 1<sup>er</sup> septembre 2008 portant délégation de signature à Monsieur Pierre WOURMS, pharmacien praticien hospitalier**

Le directeur par intérim du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 6143-7 et D 714-12-1 à D714-12-4,

Vu l'arrêté ARH n° 181/2008 du 25 août 2008 désignant Madame Isabelle CAILLIER en qualité de Directeur par intérim du Centre Hospitalier de St Nicolas de Port ;

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : Les décisions n° 697/2007 du 5 novembre 2007 et n° 698/2007 du 5 novembre 2007 sont annulées.

Art. 2 : Délégation est donnée à Monsieur Pierre WOURMS, Pharmacien Praticien Hospitalier, Responsable du pôle médico-technique, à l'effet d'engager les dépenses des comptes suivants :

- compte 602.1,
- compte 602.2 (à l'exception du compte 602.282).

Art. 3 : Cette délégation s'exerce dans la limite des crédits régulièrement ouverts sur chaque Budget au niveau des comptes budgétaires ci-dessus désignés.

Art. 4 : Délégation est donnée à Monsieur Pierre WOURMS à l'effet de signer les correspondances relatives à des actes de gestion courantes relevant de sa sphère d'activité à l'exception de celles revêtant un caractère décisionnel ou destinées à des personnalités extérieures ainsi que de notes ayant un caractère de diffusion générale.

Art. 5 : En l'absence de Monsieur Pierre WOURMS, délégation est donnée à Monsieur François BONNEAUX, Pharmacien, à l'effet d'engager les dépenses des comptes suivants :

- compte 602.1,
- compte 602.2 (à l'exception du compte 602.282).

Cette délégation s'exerce dans la limite des crédits régulièrement ouverts sur chaque Budget au niveau des comptes budgétaires ci-dessus désignés et à l'effet de signer les correspondances relatives à des actes de gestion courantes relevant de sa sphère d'activité à l'exception de celles revêtant un caractère décisionnel ou destinées à des personnalités extérieures ainsi que de notes ayant un caractère de diffusion générale.

Art. 6 : La signature doit être précédée de la mention « Pour le Directeur par intérim et par délégation » suivie du grade et de la fonction du signataire, de son prénom et de son nom. Les signatures sont annexées à la présente décision.

Art. 7 : Cette décision prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2008.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Art. 8 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Trésorier principal de St Nicolas de Port,
- Monsieur Pierre WOURMS,
- Monsieur François BONNEAUX,
- Dossier individuel des intéressés,
- Classeur chronologique.

Saint-Nicolas-de-Port, le 1<sup>er</sup> septembre 2008

Le directeur par intérim,  
Isabelle CAILLIER

**Décision n° DIR/22/2008 du 1<sup>er</sup> septembre 2008 portant délégation de signature à Mademoiselle Valérie DIDIER, adjoint des cadres hospitaliers**

Le directeur par intérim du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 6143-7 et D 714-12-1 à D714-12-4,

Vu l'arrêté ARH n° 181/2008 du 25 août 2008 désignant Madame Isabelle CAILLIER en qualité de Directeur par intérim du Centre Hospitalier de St Nicolas de Port ;

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : La décision n° 699/2007 du 5 novembre 2007 est annulée.

Art. 2 : Délégation permanente est donnée à Mademoiselle Valérie DIDIER, Adjoint des Cadres Hospitaliers, à l'effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Art. 3 : La signature doit être précédée de la mention « Pour le Directeur par intérim et par délégation » suivie du grade du signataire, de son prénom et de son nom. Elle est annexée à la présente décision.

Art. 4 : Cette décision prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2008.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Art. 5 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Trésorier principal de St Nicolas de Port,
- Mademoiselle Valérie DIDIER,
- Dossier individuel de l'intéressée,
- Classeur chronologique.

Saint-Nicolas-de-Port, le 1<sup>er</sup> septembre 2008

Le directeur par intérim,  
Isabelle CAILLIER

**Décision n° DIR/23/2008 du 1<sup>er</sup> septembre 2008 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas XEUXET, ingénieur hospitalier**

Le directeur par intérim du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 6143-7 et D 714-12-1 à D714-12-4,

Vu le contrat de travail à durée indéterminée de Monsieur Nicolas XEUXET prenant effet au 17 avril 2006 ;

Vu l'arrêté ARH n° 181/2008 du 25 août 2008 désignant Madame Isabelle CAILLIER en qualité de Directeur par intérim du Centre Hospitalier de St Nicolas de Port ;

**DECIDE**

Art. 1<sup>er</sup> : La décision n° DIR/13/2008 du 1<sup>er</sup> avril 2008 est annulée.

Art. 2 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Nicolas XEUXET, Ingénieur Hospitalier, à l'effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Art. 3 : La signature doit être précédée de la mention « Pour le Directeur par intérim et par délégation » suivie du grade du signataire, de son prénom et de son nom. Elle est annexée à la présente décision.

Art. 4 : Cette décision prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2008.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Art. 5 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Trésorier principal de St Nicolas de Port,
- Monsieur Nicolas XEUXET,
- Dossier individuel de l'intéressé,
- Classeur chronologique.

Saint-Nicolas-de-Port, le 1<sup>er</sup> septembre 2008

Le directeur par intérim,  
Isabelle CAILLIER

